pas à l'Église pour obtenir sa bénédiction (c'est-à-dire contracter mariage) et sanctifier votre union. Le mariage existe réellement quand les deux parties acceptent mutuellement de devenir l'époux l'un de l'autre. L'Église catholique dit simplement que ses enfants peuvent civilement contracter mariage par n'importe quelle forme, par contrat ou autre formule légale, mais qu'ils doivent pour qu'il y ait vraiment mariage se présenter devant l'Église pour y célébrer leur mariage, comme une chose sacrée, un vrai sacrement (1). En France, aujourd'hui, le mariage se contracte en présence d'un fonctionnaire de l'État ; aucun ministre de religion n'intervient pour créer la relation d'époux à épouse ; cependant les catholiques après avoir obtenu leur certificat de mariage civil doivent se présenter devant leur prêtre pour célébrer leur mariage selon la loi ecclésiastique.

La présence du curé :

Vous avez remarqué que je vous ai parlé de dispense au sujet du décret *Tametsi*. Voici quelle était la pratique : quand un catholique-romain voulait épouser une non-catholique et que cette dernière partie tenait à se marier devant un ministre, le catholique-romain devait d'abord aller trouver son curé et en obtenir une dispense qu'il remettait au ministre qui célébrait le mariage, afin que ce dernier pût constater que l'Église catholique-romaine ne faisait pas d'objections à ce mariage (2).

Avec le décret *Ne temere*, bien que l'on puisse encore obtenir une dispense (de disparité de culte), la partie catholique, d'après la disposition que je vous ai lue, est obligée de faire bénir son mariage par un prêtre de son Église.

(1) Il est bon de rappeler ici que le contrat par lequel un homme accepte une femme pour son épouse et *vice versa*, ne forme avec le sacrement qu'une seule et même chose. Vouloir les séparer est une erreur condamnée par Pie IX, 27 sept. 1852, et Léon XIII, Encyclique *Arcanum*, 10 fév. 1880. (Note des traducteurs.)

(2) Cela était peut-être vrai lors du Concile de Trente, 1563, mais depuis longtemps l'Église ne donnait plus cette permission et le mariage mixte contracté devant un ministre protestant était toujours invalide là où le décret *Tametsi* était publié ; dans les régions où on ne l'avait pas publié, le mariage était valide mais gravement illicite. (N. des T.)